

Aux Actionnaires de la société
LYDEC S.A.
48, rue Mohamed Diouri,
20110 Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020

Opinion avec réserve

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société Lydec S.A, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 1 771 139 559,06 MAD dont une perte nette de 43 387 223,43 MAD.

Ces états ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 25 Février 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Sous réserve de l'incidence de la situation décrite dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Lydec S.A. au 31 décembre 2020, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Fondement de l'opinion avec réserve

Au 31 décembre 2020, les créances nettes vis-à-vis de la clientèle « Bidonvilles » s'élèvent à MMAD 157 HT et sont majoritairement antérieures à 2020. Selon le management, compte tenu de la difficulté de mettre en œuvre les actions de recouvrement prévues par le contrat de gestion déléguée, notamment la coupure, du fait des limitations définies par les autorités, une partie de cette créance sera recouvrée. L'autre partie de ces créances fait l'objet de discussions avec les Autorités, en particulier dans le cadre de la révision du Contrat de Gestion Déléguée, pour déterminer leurs modalités de recouvrement. A ce stade, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur l'issue de ces discussions et par conséquent sur le niveau de recouvrabilité de ces créances.

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations

Nous attirons l'attention sur les points suivants :

- a) Suite au transfert de la gestion du régime des retraites du personnel de la gestion déléguée de la Caisse Commune des Retraites (CCR) au RCAR, Lydec se trouve au 31 décembre 2020 avec une créance envers la CUC d'un montant net de MMAD 102 correspondant à la différence entre les cotisations perçues et les pensions versées. L'Avenant de la révision du Contrat de Gestion Déléguée en date du 11 mai 2009, précise que l'Autorité de tutelle procédera à la recherche de ressources auprès de l'Etat pour contribuer à l'apurement de cette situation et ce, en conformité avec les décisions des commissions techniques de suivi du 17 décembre 2003 et du 24 décembre 2004. Le comité de suivi du 28 février 2019 a arrêté le montant de cette créance à MMAD 100,5 à rembourser à travers un compte dédié dont le financement reste à définir.

Dans le même cadre, Lydec enregistre une créance nette envers l'Autorité Délégante d'un montant de MMAD 274 au 31 décembre 2020, représentant les versements effectués à la CNRA, au titre du régime complémentaire de la retraite (RECORE) et visant à maintenir les pensions du personnel statutaire en départ à la retraite au même niveau que celui qui était garanti par la CCR. Le comité de suivi, réuni le 27 avril 2018, a reconnu la créance correspondant aux versements effectués à la CNRA et a arrêté son montant au 31 décembre 2016 à MMAD 106.

- b) Au 31 décembre 2020, la société a procédé à un changement d'estimation de la provision pour dépréciation des créances clients tenant compte de l'impact de la crise sanitaire actuelle sur les clients patentés, particuliers et industriels, et donnant lieu à un complément de provision à hauteur de MMAD 31, tel que mentionné dans l'état A4 "Etat de changement d'estimation".

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ces points.

Rapport de gestion

Nous nous sommes assurés de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

- **Estimation du chiffre d'affaires relatif aux ventes d'eau et d'électricité réalisées et non relevées (dit « en compteur »)**

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans la note A1 de l'annexe aux états financiers, le chiffre d'affaires réalisé sur les segments de clientèle qui font l'objet d'une relève de compteurs au cours de l'exercice est estimé à la clôture de l'exercice à partir de données historiques, de statistiques de consommation et d'estimations de prix de vente. Votre société a développé des méthodes de calcul pour l'estimation du chiffre d'affaires.</p> <p>Nous avons considéré l'estimation du chiffre d'affaires lié à l'eau et à l'électricité « en compteur » comme un point clé de l'audit compte tenu de l'incertitude inhérente au processus d'évaluation des volumes livrés et non relevés à la date de clôture de l'exercice et à l'évaluation de leur prix de vente.</p>	<ul style="list-style-type: none">▶ Dans le cadre de notre audit, nous avons :▶ pris connaissance de l'environnement de contrôle sur la chaîne de facturation et sur les processus permettant la fiabilisation des estimés comptables sur l'eau et l'électricité en compteur ;▶ analysé pris connaissance les hypothèses retenues pour l'estimation des volumes de consommation d'eau et d'électricité en compteur ;▶ analysé les volumes de consommation estimés au regard des volumes facturés le mois antérieur ;▶ analysé le coefficient de saisonnalité utilisé dans l'estimation des volumes ;▶ analysé le prix moyen de vente appliqué aux volumes estimés au regard du prix moyen facturé le mois précédent ;▶ examiné le rapprochement effectué par votre société entre les provisions estimées et le montant facturé de façon rétrospective.

▪ Comptabilisation des contrats de construction

Risque identifié

Comme indiqué dans la note A1 de l'annexe aux états financiers, une partie de l'activité de la société concerne des travaux pour le compte de tiers pour lesquels le chiffre d'affaires et la marge sont comptabilisés à l'avancement du projet. Le pourcentage d'avancement est déterminé pour chaque projet en rapportant le montant des coûts engagés au 31 décembre 2020 au montant total estimé des coûts du projet. Cette méthode vise à conserver le niveau de charge et à reconnaître la marge uniquement sur le chiffre d'affaires comptabilisé.

Nous avons considéré la comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge liés aux travaux comme un point clé de l'audit compte tenu du niveau de jugement exercé pour l'estimation de l'avancement des travaux ainsi que le degré d'incertitude lié à cette estimation.

Notre réponse

Dans le cadre de notre audit, les procédures mises en place ont consisté à :

- ▶ Prendre connaissance de l'environnement de contrôle sur le processus de suivi des contrats de construction ;
- ▶ tester les contrôles clés relatifs au processus du suivi des affaires (management de projet, déversement des coûts sur affaires, devis, bordereau des prix) ;
- ▶ recalculer le chiffre d'affaires résultant de la méthode de l'avancement ;
- ▶ rapprocher les données (chiffre d'affaires, coûts et marge) du suivi analytique avec celles de la comptabilité générale ;
- ▶ effectuer des travaux ci-dessous sur un échantillon de contrats.

Nous avons ainsi examiné un échantillon de contrats sélectionnés selon les critères suivants :

- ▶ contribution significative de la marge dégagée sur l'exercice comptable ;
- ▶ contrats présentant des risques significatifs spécifiques (techniques, contractuels,...etc.).

Les procédures mises en place sur cet échantillon de contrats ont consisté à :

- ▶ organiser des réunions avec les responsables opérationnels et financiers du contrat concerné (« revue d'affaire ») pour prendre connaissance de la situation opérationnelle des affaires (examen des événements, examen des risques..)
- ▶ comparer les montants prévus dans les contrats et/ou avenants avec le chiffre d'affaires retenu pour déterminer le chiffre d'affaires à comptabiliser sur l'exercice.

▪ Dépréciation des créances commerciales

Risque identifié

Comme indiqué dans la note A1 de l'annexe aux états financiers, les créances clients brutes s'élèvent à MMAD 3 289 au 31 décembre 2020. Ces créances ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de 552 MMAD dont une partie a été déterminée sur la base d'une méthode prenant en compte une estimation des pertes futures attendues sur chaque segment de clients.

Les taux de perte utilisés correspondent aux taux historiques des créances irrécouvrables observés sur un segment homogène en fonction du niveau d'impayés, ajustés selon les cas des circonstances actuelles et prévisions raisonnables d'évolution du profil de clientèle.

Nous avons considéré l'estimation du montant de la provision pour dépréciation des créances clients comme un point clé de l'audit compte tenu du niveau de jugement requis pour l'ajustement des données historiques ainsi que le niveau d'incertitude lié à cet ajustement au regard du contexte actuel de COVID 19.

Notre réponse

Dans le cadre de notre audit, nous avons :

- ▶ Examiné les modalités de détermination des taux de perte retenus par catégorie de clientèle et leur cohérence avec les données historiques ;
- ▶ Examiné les modalités de détermination des provisions complémentaires et spécifiques pour tenir compte des répercussions du contexte sanitaire actuel (Covid-19) sur les créances et leur justification ;
- ▶ Rapproché la balance âgée issue du système de gestion commerciale avec les données comptables ;
- ▶ recalculé la provision pour dépréciation des créances client sur la base des taux de perte retenus.

▪ **Provision pour risques significatifs et les passifs éventuels**

Risque identifié	Notre réponse
<p>L'activité de Lydec repose sur un Contrat unique d'une durée de 30 ans à échéance 2027. Cette spécificité impose aux parties une gestion et une interprétation permanente des dispositions contractuelles en vue d'inscrire la relation Lydec/Autorité Délégente dans les équilibres financiers, économiques et techniques institués à la signature du Contrat de Gestion Déléguée. En vue d'ajuster les dispositions contractuelles aux évolutions économiques, financières et techniques de la Gestion Déléguée, le Contrat permet aux parties à tout moment et au moins tous les 5 ans de se rencontrer pour décider d'un commun accord des mesures qui s'imposent.</p> <p>Dans ce contexte, la société peut faire face à des situations incertaines ou contentieuses, notamment dans le cadre des différents audits diligentés par l'autorité délégente (audit de la valorisation des investissements, audit du fond de travaux, audit d'exploitation...) dont les résultats sont toujours en cours tel qu'exposé en note B15 de l'annexe dans la partie passifs éventuels et qui pourraient donner lieu à des demandes de rectification.</p> <p>Nous avons considéré que les provisions pour risques significatifs et les passifs éventuels constituent un point clé de l'audit en raison de l'incertitude sur l'issue des audits engagés, du caractère potentiellement significatif et leur incidence ainsi que le degré d'incertitude lié à des risques de fin de contrat.</p>	<p>Notre approche d'audit a consisté notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none">▶ examiner les procédures mises en œuvre par la société afin d'identifier et de recenser l'ensemble des risques;▶ prendre connaissance des sujets évoqués dans les procès-verbaux des réunions des différentes commissions/comités mis en place pour la gestion du partenariat entre la Lydec et l'autorité délégente.▶ prendre connaissance de l'analyse des risques effectuée par la direction juridique et la direction de gestion du contrat de la société, de la documentation correspondante et revoir, le cas échéant, les consultations écrites des conseils externes ;▶ examiner les rapports envoyés par l'auditeur de la gestion déléguée et les réponses préparées par la société;▶ examiner le caractère approprié de la qualification retenue par la société (provision vs passifs éventuels) au regard des normes en vigueur ;▶ examiner le caractère approprié des informations relatives à ces risques présentées en annexe.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états de synthèse

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états de synthèse

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes professionnelles permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans les états de synthèse, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 15 avril 2021

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

ERNST & YOUNG
S.A.R.L.
37, Bd. Abdellatif Ben Kadour
Casablanca
Tél. : 05 22 42 34 23 (L.G)
Fax : 05 22 42 34 00

Hicham DIOURI
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Angle Bd Abdelmoumen et Rue Calavon
20360 Casablanca
Tél. : 05 22 42 34 23 (L.G)
Fax : 05 22 42 34 00

Adnane LOUKILI
Associé

TABLEAU N°1

BILAN ACTIF - MODELE NORMAL

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

	ACTIF	EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
	I - A - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE CONCEDE	29 802 806 742,81	16 441 006 976,76	13 361 799 766,05	12 906 353 716,98
	* Immobilisations terminées				
	Immobilisations renouvelables récupérées auprès CUC	4 501 314 340,78	4 497 079 415,73	4 234 925,05	6 824 346,09
	Immobilisations financées par fonds de travaux	5 691 674 566,58	2 731 832 422,30	2 959 842 144,28	3 013 688 841,46
	Immobilisations financées par LYDEC	9 373 296 734,09	5 777 590 949,15	3 595 705 784,94	3 547 230 783,03
	Immobilisations financées par les tiers	2 253 749 322,09	1 470 534 091,28	783 215 230,81	786 269 945,23
	Immobilisations reçues gratuitement	4 715 328 957,11	1 963 970 098,30	2 751 358 858,81	2 511 114 219,35
	* Immobilisations en cours				
	Immobilisations en cours financées par Fonds de travaux	2 010 264 498,56		2 010 264 498,56	1 699 133 285,57
	Immobilisations en cours financées par Lydec	448 366 420,75		448 366 420,75	634 221 693,32
	Immobilisations en cours financées par les Tiers	645 148 740,55		645 148 740,55	562 864 190,02
	* Fonds de retraite	163 663 162,30		163 663 162,30	145 006 412,91
	I - B - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE PRIVE	11 039 465 077,85	7 236 418 931,02	3 803 046 146,83	4 040 975 992,93
	* Immobilisations en non valeur	450 570 894,78	418 583 311,47	31 987 583,31	20 950 589,65
	Frais préliminaires				
	Charges à répartir sur plusieurs exercices	450 570 894,78	418 583 311,47	31 987 583,31	20 950 589,65
	Prime de remboursement des obligations				
	* Immobilisations incorporelles	9 940 145 085,04	6 234 940 682,21	3 705 204 402,83	3 945 624 881,72
	Immobilisations en recherche et développement	548 346,61	548 346,61		
	Brevet, marques, droits, et valeurs similaires	117 933 583,59	101 971 072,40	15 962 511,19	14 710 281,97
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles (Financement délégué)	9 821 663 154,84	6 132 421 263,20	3 689 241 891,64	3 930 914 599,75
	* Immobilisations corporelles	647 042 811,19	582 894 937,34	64 147 873,85	72 616 926,24
	Terrains	1 149 165,41	1 061 716,38	87 449,03	103 348,86
	Constructions	340 412 704,52	310 553 089,33	29 859 615,19	34 540 197,88
	Matériel et outillage	67 423 318,03	61 511 294,34	5 912 023,69	8 541 419,89
	Matériel de transport	46 861 014,22	45 857 789,18	1 003 225,04	1 411 893,45
	Matériel mobilier de bureau	176 798 257,97	149 512 697,07	27 285 560,90	27 989 816,17
	Matériel informatique	14 398 351,04	14 398 351,04		30 249,99
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations corporelles en cours	1 706 286,84		1 706 286,84	1 783 595,32
	* Immobilisations financières	1 706 286,84		1 706 286,84	1 783 595,32
	Prêts et créances immobilisées				
	Titres de participation				
	* Ecart de conversion				
	Diminution des créances financières				
	Augmentation des dettes de financement				
	TOTAL I - ACTIF IMMOBILISE DC & DP	40 842 271 820,66	23 677 425 907,78	17 164 845 912,88	16 947 329 709,91
	II - ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)				
	* Stocks (F)	34 363 746,45	8 632 171,26	25 731 575,19	22 450 310,48
	Matière et fournitures consommables	34 363 746,45	8 632 171,26	25 731 575,19	22 450 310,48
	* Créances de l'Actif Circulant (G)	4 273 650 747,58	572 542 409,56	3 701 108 338,02	2 673 039 570,18
	Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	17 956 033,78		17 956 033,78	57 995 831,14
	Clients et comptes rattachés	3 288 772 840,55	552 462 740,52	2 736 310 100,03	1 794 557 587,62
	Personnel débiteur	54 261 622,47		54 261 622,47	61 554 714,38
	Etat débiteur	237 323 304,79		237 323 304,79	229 526 151,93
	Comptes d'associés débiteurs				
	Autres débiteurs	558 421 799,31	20 079 669,04	538 342 130,27	483 347 258,25
	Comptes de régularisation actif	116 915 146,68		116 915 146,68	46 058 026,86
	* Titres et Valeurs de Placement (H)	510 360 140,53		510 360 140,53	295 000 000,09
	Bons de Trésor (Fonds de Travaux)	256 000 000,00		256 000 000,00	295 000 000,00
	Placements LYDEC	254 360 140,53		254 360 140,53	0,09
	* Ecart de Conversion actif circulant (I)	11 614,36		11 614,36	973,24
	(Elément circulants)				
	TOTAL II - ACTIF CIRCULANT (F+G+H+I)	4 818 386 248,92	581 174 580,82	4 237 211 668,10	2 990 490 853,99
	TRESORERIE - Actif				
	Chèques et Valeurs à encaisser	64 828 748,28	4 395 283,18	60 433 465,10	183 415 423,04
	Fonds externes	46 487 910,82		46 487 910,82	111 091 483,93
	Banques	49 728 716,89		49 728 716,89	16 236 547,51
	Caisses	328 176,08		328 176,08	316 025,51
	TOTAL III - TOTAL TRESORERIE ACTIF	161 373 552,07	4 395 283,18	156 978 268,89	311 059 479,99
	TOTAL GENERAL ACTIF	45 822 031 621,65	24 262 995 771,78	21 559 035 849,87	20 248 880 043,89

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

TABLEAU N°1

BILAN PASSIF - MODELE NORMAL

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

	PASSIF	EXERCICE	EXERCICE
		Montant net	PRECEDENT
		Montant net	Montant net
DROITS DE L'AUTORITE DELEGANTE	I-DROITS DE L'AUTORITE DELEGANTE (I)	13 361 799 764,40	12 906 353 715,33
	Financement Fonds de Travaux	12 203 253 404,87	11 609 058 979,67
	Amortissement Financement Fonds de Travaux	-7 228 911 838,03	-6 889 412 507,60
	Financement Déléгатaire	9 821 663 154,84	9 438 907 605,17
	Amortissement Financement Déléгатaire	-5 777 590 949,15	-5 257 455 128,82
	Financement Tiers	7 614 227 019,75	6 886 993 562,65
	Amortissement Financement Tiers	-3 434 504 189,58	-3 026 745 208,05
	Fonds de retraite	163 663 161,70	145 006 412,31
	Dettes de l'Autorité déléгатante / RCAR		
	RCAR		
	Emprunts obligataires financement retraite - Principal	2 310 701 644,81	2 613 545 644,81
Dettes de l'Autorité Déléгатante	-2 310 701 644,81	-2 613 545 644,81	
FINANCEMENT PERMANENT	* Capitaux Propres (A)		
	Capital Social	800 000 000,00	800 000 000,00
	dont Capital souscrit non appelé		
	Capital appelé versé	800 000 000,00	800 000 000,00
	Primes d'émission, de fusion, d'apport		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves légales	80 000 000,00	80 000 000,00
	Autre Réserves	168 626 872,34	
	Report à nouveau	759 948 763,81	759 948 763,81
	Résultat net en instance d'affectation		
	Résultat net de l'exercice	-43 387 223,43	168 626 872,34
	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	1 765 188 412,72	1 808 575 636,15
	* Capitaux Propres Assimilés (B)	5 951 146,34	6 855 118,34
	Subventions d'Investissement	5 951 146,34	6 855 118,34
	Provisions réglementées		
	Comptes de liaison		
	* Dettes de Financement (C)	2 044 737 901,02	1 108 155 061,10
Emprunts Obligataires	900 000 000,00	480 000 000,00	
Emprunts Commerciaux	600 000 000,00	110 000 000,00	
Dépôts de Garantie Clientèle	544 737 901,02	518 155 061,10	
* Provisions Durables pour Risques et Charges (D)			
* Ecarts de conversion Passif (E)			
Augmentation des créances immobilisées			
Diminution des dettes de financement			
TOTAL I - FINANCEMENT PERMANENT (I+A+B+C+D+E)	17 177 677 224,48	15 829 939 530,92	
PASSIF CIRCULANT	II-PASSIF CIRCULANT (Hors Trésorerie)		
	* Dettes passif circulant (F)	4 100 757 696,90	3 798 895 159,68
	Fournisseurs et Comptes rattachés	2 532 152 013,01	2 302 594 046,37
	Clients créditeurs, Avances et Acomptes	246 187 837,92	198 120 671,10
	Personnel	49 077 576,34	54 947 868,58
	Organismes Sociaux	622 282,96	3 007 814,36
	Etat	736 211 740,56	622 188 507,54
	Comptes d'Associés Crédeurs		
	Fonds de Travaux	13 133 319,00	123 303 957,98
	Autres Créanciers	113 057 698,06	141 596 198,55
	Comptes de régularisation Passif	410 315 229,05	353 136 095,20
* G-Autres Provisions pour Risques et Charges (G)	70 909 141,81	53 909 601,46	
* H-Ecarts de Conversion Passif Circulant (H)	3 543,76	4 633,66	
TOTAL II - PASSIF CIRCULANT (F + G + H)	4 171 670 382,47	3 852 809 394,80	
TRESORERIE	* Trésorerie - Passif		
	Crédits d'escompte		380 000 000,00
	Crédits de Trésorerie		186 131 118,17
	Banques (Soldes Crédeurs)	209 688 242,92	566 131 118,17
TOTAL III - TOTAL TRESORERIE PASSIF	209 688 242,92	566 131 118,17	
	TOTAL GENERAL PASSIF	21 559 035 849,87	20 248 880 043,89

TABLEAU N°2

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (Hors taxes)
MODELE NORMAL

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE (3) = (1)+(2)	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
	Propres à l'exercice (1)	Concernant les exercices précédents (2)		
I PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises (en l'état)	6 099 069 453,96		6 099 069 453,96	6 334 281 297,66
Ventes de biens et services	942 982 250,23		942 982 250,23	1 127 328 617,17
Variation de stocks de produits				
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	113 711 620,10		113 711 620,10	144 862 385,19
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation				
Reprises d'exploitation : Transfert de charges	473 362 005,15		473 362 005,15	448 473 805,65
TOTAL I	7 629 125 329,44		7 629 125 329,44	8 054 946 105,67
II CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats revendus de marchandises	4 197 494 604,01		4 197 494 604,01	4 368 219 858,66
Achats consommés de matières et fournitures	1 027 459 860,12		1 027 459 860,12	1 143 981 740,59
Autres charges externes	284 982 367,38	2 699 885,21	287 682 252,59	296 625 709,41
Impôts et taxes	8 769 428,25		8 769 428,25	7 664 637,94
Charges de personnel	800 362 248,52		800 362 248,52	825 032 253,48
Autres charges d'exploitation	9 384 631,09		9 384 631,09	15 619 451,93
Dotations d'exploitation	1 254 614 879,69		1 254 614 879,69	1 065 183 627,78
TOTAL II	7 583 068 019,06	2 699 885,21	7 585 767 904,27	7 722 327 279,79
III RESULTAT D'EXPLOITATION III =(I-II)			43 357 425,17	332 618 825,88
IV PRODUITS FINANCIERS				
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
Gains de change	115 810,08		115 810,08	385 547,69
Intérêts et autres produits financiers	2 369 156,70	541,55	2 369 698,25	4 229 244,17
Reprises financières : transfert de charges	10 498 807,38		10 498 807,38	6 354 871,57
TOTAL IV	12 983 774,16	541,55	12 984 315,71	10 969 663,43
V CHARGES FINANCIERS				
Charges d'intérêts	70 994 206,10		70 994 206,10	80 698 118,20
Perte de change	154 594,37		154 594,37	374 419,63
Autres charges financières		10 536,97	10 536,97	12 056,93
Dotations financières				
TOTAL V	71 148 800,47	10 536,97	71 159 337,44	81 084 594,76
VI RESULTAT FINANCIER VI=(IV-V)			-58 175 021,73	-70 114 931,33
VII RESULTAT COURANT VII=(III+V)			-14 817 596,56	262 503 894,55

TABLEAU N°2

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (Hors taxes) (Suite)
MODELE NORMAL

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

		OPERATIONS		TOTALS DE L'EXERCICE (3) = (1)+(2)	TOTALS DE L'EXERCICE PRECEDENT
		Propres à l'exercice (1)	Concernant les exercices précédents (2)		
VII	RESULTAT COURANT (reports)			-14 817 596,56	262 503 894,55
VIII	PRODUITS NON COURANT				
	Produits des cessions d'immobilisation	455 239,16		455 239,16	215 002,50
	Subvention d'équilibre				
	Reprises sur subvention d'investissement				
	Autres produits non courant	756 557,55	73 822 783,50	74 579 341,05	38 277 242,68
	Reprises non courantes: Transferts de charges	10 000 000,00		10 000 000,00	526,73
	TOTAL VIII	11 211 796,71	73 822 783,50	85 034 580,21	38 492 771,91
IX	CHARGES NON COURANTES				
	Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédés	274 552,51		274 552,51	17 497,08
	Subvention accordées				
	Autres charges non courantes	26 997 500,44	6 939 351,79	33 936 852,23	16 827 892,39
	Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
	TOTAL IX	27 272 052,95	6 939 351,79	34 211 404,74	16 845 389,47
X	RESULTAT NON COURANT				
	X = (VIII-IX)			50 823 175,47	21 647 382,44
XI	RESULTAT AVANT IMPOTS				
	XI = (VII-X)			36 005 578,91	284 151 276,99
XII	IMPOTS SUR LES RESULTATS				
	RESULTAT NET	79 392 802,34		79 392 802,34	115 524 404,65
XIII	(XI-XII)			-43 387 223,43	168 626 872,34
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)			7 727 144 225,36	8 104 408 541,01
XV	TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)			7 770 531 448,79	7 935 781 668,67
XVI	RESULTAT NET (total des produits -total des charges)			-43 387 223,43	168 626 872,34

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

TABLEAU N°5

ETAT DES SOLDES DE GESTION (E S G)

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (TFR)				EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	1	+	Ventes de Fluides	6 099 069 453,96	6 334 281 297,66
	2	-	Achats de Fluides	4 197 494 604,01	4 368 219 858,66
I		=	MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT	1 901 574 849,95	1 966 061 439,00
II		+	Production DE L'EXERCICE (3+4+5)	1 056 693 870,33	1 272 191 002,36
	3		Ventes de biens et services produits	942 982 250,23	1 127 328 617,17
	4		Variation de Stocks		
	5		Immobilisations Produites	113 711 620,10	144 862 385,19
III		-	CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE (6+7)	1 315 142 112,71	1 440 607 450,00
	6		Achats consommés de matières et de fournitures	1 027 459 860,12	1 143 981 740,59
	7		Autres Charges externes	287 682 252,59	296 625 709,41
IV		=	VALEUR AJOUTEE (I+II-III)	1 643 126 607,57	1 797 644 991,36
	8	+	Subventions d'exploitation reçues		
	9	-	Impôts et Taxes	8 769 428,25	7 664 637,94
	10	-	Charges de Personnel	800 362 248,52	825 032 253,48
V		=	Excédent Brut d'exploitation (E B E)	833 994 930,80	964 948 099,94
		=	Insuffisance Brute d'exploitation (I B E)		
	11	+	Autres produits d'exploitation		
	12	-	Autres charges d'exploitation	9 384 631,09	15 619 451,93
	13	+	Reprises d'exploitation : Transfert ce Charges	473 362 005,15	448 473 805,65
	14	-	Dotations d'exploitation	1 254 614 879,69	1 065 183 627,78
VI		=	RESULTAT d'EXPLOITATION	43 357 425,17	332 618 825,88
VII			RESULTAT FINANCIER	-58 175 021,73	-70 114 931,33
VIII		=	RESULTAT COURANT	-14 817 596,56	262 503 894,55
IX			RESULTAT NON COURANT	50 823 175,47	21 647 382,44
	15	-	Impôts sur les Sociétés	79 392 802,34	115 524 404,65
X		=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-43 387 223,43	168 626 872,34
				0,00	0,00

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)				EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	1		RESULTAT NET DE L'EXERCICE		
			Bénéfice +	-43 387 223,43	168 626 872,34
			Perte -		
	2	+	Dotations D'exploitation (1)	670 931 996,30	635 277 640,71
	3	+	Dotations Financières (1)		
	4	+	Dotations non courantes (1)		
	5	-	Reprises d'exploitation (2)		-
	6	-	Reprises financières (2)		
	7	-	Reprises non courantes (2) (3)	-903 972,00	-903 972,00
	8	-	Produits de cession d'immobilisations	-455 239,16	-215 002,50
	9	+	Valeurs nettes d'amort des immobilisations cédées	274 552,51	17 497,08
I			CAPACITE d'AUTOFINANCEMENT (CAF)	626 460 114,22	802 803 035,63
	10		Distribution de Bénéfices		196 000 000,00
II			AUTOFINANCEMENT	626 460 114,22	606 803 035,63

(1) A l'exclusion des dotations relatives aux passifs et actifs circulants et à la trésorerie

(2) A l'exclusion des reprises relatives aux actifs circulants et à la trésorerie

(3) Y compris reprises sur subvention d'investissement

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

SYNTHESE DES MASSES DU BILAN	EXERCICE (a)	EXERCICE PRECEDENT (b)	VARIATION (a) - (b)	
			EMPLOIS	RESSOURCES
FINANCEMENT PERMANENT	17 177 677 224,46	15 829 939 530,92	-	1 347 737 693,56
ACTIF IMMOBILISE	17 164 845 912,88	16 947 329 709,91	217 516 202,97	-
FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (A)	12 831 311,60	1 117 390 178,99	-	1 130 221 490,59
ACTIF CIRCULANT	4 237 211 668,10	3 106 015 258,64	1 131 196 409,46	-
PASSIF CIRCULANT	4 171 670 382,47	3 968 333 799,45	-	203 336 583,02
BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B)	65 641 285,63	862 318 540,81	927 859 826,44	-
TRESORERIE NETTE (A-B)	- 62 709 974,03	- 255 071 638,18	202 361 664,15	-

EMPLOIS ET RESSOURCES	EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE				
AUTOFINANCEMENT (A)		626 460 114,22		606 803 035,63
Capacité d'autofinancement		626 460 114,22		802 803 035,63
Distribution de bénéfices		-		- 196 000 000,00
CESSION ET REDUCTION D'IMMOBILISAT (B)		532 547,64		215 002,50
Cession d'immobilisations incorporelles		-		-
Cession d'immobilisations corporelles		455 239,16		215 002,50
Cession d'immobilisations financières		77 308,48		-
Récupération sur créances immobilisées		-		-
AUGMENT DES CAPITX PROPRES ASSIMIL (C)		-		-
Augmentation du capital		-		-
Augmentation des réserves		-		-
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		1 150 386 929,55		61 799 668,40
Dépôts de garantie		50 386 929,55		61 799 668,40
Emprunt à LT		1 100 000 000,00		-
TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		1 777 379 591,41		668 617 706,53
II EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
ACQUISIT, AUGMENTAT D'IMMOBILISAT (E)	407 865 340,93		500 384 524,40	
Acquisition d'immobilisations corporelles	17 682 438,60		28 220 240,51	
Acquisition d'immobilisations incorporelles	390 182 902,33		472 119 543,77	
Augmentation d'immobilisations en cours	-		-	
Acquisition d'immobilisations financières	-		44 740,12	
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	213 804 089,63		221 026 494,18	
Dépôts de garantie	23 804 089,63		31 026 494,18	
Emprunt à LT	190 000 000,00		190 000 000,00	
ACQUISIT D'IMMOBILISAT EN NON VALEUR (H)	25 488 670,26		16 579 442,46	
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	647 158 100,82		737 990 461,04	
III VARIATION BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL				240 733 873,94
IV VARIATION DE LA TRESORERIE			171 561 119,43	
TOTAL GENERAL	1 777 379 591,41	1 777 379 591,41	909 551 580,47	909 551 580,47

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

Activités de l'entreprise**EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020**

Créée en 1995, Lydec gère la distribution d'eau et d'électricité, la collecte des eaux usées et pluviales ainsi que l'éclairage public pour 5 millions d'habitants de la Région du Grand Casablanca (Maroc) dans le cadre d'un contrat de gestion déléguée signé en 1997, pour une durée de 30 ans, entre l'Autorité Délégante (Communes de Casablanca, Mohammedia et Aïn Harrouda), l'Autorité de tutelle (le Ministère de l'Intérieur) et le Délégué (Lydec). Le contrat arrive à échéance en 2027.

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION SPECIFIQUES A L'ENTREPRISE

EXERCICE DU : 01/01/2020 au 31/12/2020

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE	
<p>I - ACTIF IMMOBILISE</p> <p>A - EVALUATION A L'ENTREE</p> <p>1. Immobilisations en non - valeurs</p> <p>2. Immobilisations incorporelles</p> <p>3. Traitement comptable de la concession L'opère (2021), se soumet à un régime d'imposition qui le qualifie de service public dont bénéficie Lydec, les immobilisations entrant dans le périmètre de cette concession sont traitées selon les dispositions de l'avis du CNC n°4 du 26 mai 2005, tel qu'adopté par l'Assemblée Plénière du CNC, et celles du Code Général de l'équipement. Le traitement comptable de la concession se détaille comme :</p> <p>3.1 Actif immobilisé du domaine concédé</p> <p>3.2 Biens de retour mis dans la concession par Lydec</p> <p>3.3 Biens de reprise mis en concession par Lydec</p> <p>4. Immobilisations corporelles</p> <p>5. Immobilisations financières</p> <p>B - CORRECTIONS DE VALEUR</p> <p>1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation 2. Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif</p>	<p>Les immobilisations en non valeurs sont comptabilisées conformément aux normes comptables. Elles figurent à l'actif pour leur coût d'acquisition, diminué des amortissements calculés selon la méthode linéaire au taux de 20%, sans prorata temporis.</p> <p>Les immobilisations incorporelles comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'actif incorporel représentant le droit d'usage des biens de retour financés par Lydec - Les logiciels et licences pour leur coût d'acquisition. <p>Cette rubrique du bilan reprend, en contrepartie de la rubrique « droit de l'autorité concédante » figurant au passif du bilan, l'intégralité des biens de retour du domaine concédé, que ces biens soient mis en concession par le concédant, le concessionnaire ou par les tiers.</p> <p>Les biens de retour remis gratuitement en concession par le concédant ont été valorisés conformément au contrat de gestion délégué et ont été inscrits au bilan de Lydec.</p> <p>Selon le contrat de concession, ces biens sont remis au concédant gratuitement à la fin de la concession.</p> <p>Ainsi, conformément aux dispositions de l'avis du CNC et aux modalités pratiques d'application généralement retenues au Maroc, les biens de retour mis par le concessionnaire sont comptabilisés comme suit :</p> <p>Comptabilisation et amortissement de l'investissement réalisé par Lydec</p> <ul style="list-style-type: none"> - le montant des investissements réalisés par Lydec au titre des biens de retour est inscrit à la fois (i) en actif immobilisé du domaine concédé en contrepartie des droits de l'autorité déléguante et (ii) en immobilisation incorporelle au sein de l'actif immobilisé du domaine privé ; - les biens inscrits en actif immobilisé du domaine concédé (i) font l'objet d'un amortissement pour dépréciation (amortissement économique sur la durée de vie utile du bien) en contrepartie d'une réduction des droits de l'autorité déléguante, sans impact sur le résultat de Lydec ; la durée d'amortissement économique est fixée contractuellement (en fonction de la nature des biens mis en concession) ; - L'immobilisation incorporelle qui figure dans l'actif immobilisé du domaine privé est amortie en totalité sur la durée résiduelle de la concession. <p>Les biens de reprise ne faisant pas partie du domaine concédé et apportés par Lydec sont comptabilisés comme des « biens propres », c'est-à-dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présentés au sein des immobilisations par nature (immobilisations corporelles) ; - amortis par la contrepartie du compte de résultat Lydec, selon leur durée de vie utile de ces biens <p>Les immobilisations corporelles du domaine privé comprennent à la fois des biens propres et les biens de reprise lorsque ceux-ci font l'objet d'une option de reprise contre indemnité. Ces immobilisations figurent à l'actif à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la base de la durée de vie de ces immobilisations.</p> <p>Les immobilisations financières représentent les prêts accordés au personnel, les dépôts et cautionnements ainsi que les titres de participation</p> <p>NA Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises</p>
<p>II - ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)</p> <p>A - EVALUATION A L'ENTREE</p> <p>1. Stocks 2. Créances 3. Titres et valeurs de placement</p> <p>B - CORRECTIONS DE VALEUR</p> <p>1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation de c</p> <p>2. Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif</p>	<p>CUMP Valeur nominale Valeur nominale</p> <p>La provision pour dépréciation des créances clients est calculée en distinguant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les créances litigieuses qui sont provisionnées à 100% ; il s'agit d'une provision individuelle par client qui respecte les règles de la déductibilité fiscale (recours judiciaire) ; - les créances saines relevant des années antérieures (N-1) (hors créances litigieuses déjà provisionnées) et le chiffre d'affaires facturé en cours (N) ; il s'agit d'une provision statistique calculée à partir des taux de chutes (pertes attendues) pour chaque segment de clients homogènes (clients industriels, particuliers, administrations, bidonvilles, ...). Ces taux de chutes sont déterminés à partir de statistiques des Impôts clients par rapport au chiffre d'affaires facturé relevant de la même année d'origine, ils sont actualisés chaque année pour une meilleure estimation de la perte future attendue sur chaque segment de clients. <p>A ce titre, les créances clients brutes s'élevaient à 3 289 MMAD au 31 décembre 2020. Ces créances ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de 552 MMAD dont une partie a été déterminée sur la base d'une méthode prenant en compte une estimation des pertes futures attendues.</p> <p>Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises</p>
<p>III - FINANCEMENT PERMANENT</p> <p>1. Méthodes de réévaluation 2. Méthodes d'évaluation des provisions réclamées 3. Dettes de financement permanent 4. Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques & c 5. Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif</p>	<p>NA NA Valeur d'émission de l'emprunt Evaluation individuelle du risque</p>
<p>IV - PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)</p> <p>1. Dettes du passif circulant 2. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques & c 3. Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif</p>	<p>Valeur nominale de la dette Evaluation individuelle du risque Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises</p>
<p>V - TRÉSORERIE</p> <p>1. Trésorerie - actif 2. Trésorerie - passif 3. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation</p>	<p>Valeur nominale Valeur nominale NA</p>
<p>VI - ECOULEMENT DU CHIFFRE D'AFFAIRES SUR LES VENTES</p> <p>- VENTES DE FLUIDES</p> <p>- VENTES DE TRAVAUX</p>	<p>Le chiffre d'affaires relatif à la vente de fluides (eau et électricité) est comptabilisé sur la base de la relève des compteurs. Cette relève est faite selon un planning établi sur le mois et qui ne coïncide donc pas avec la date d'arrêté des comptes. Les consommations (volumes) non encore relevées en fin de période (entre la date de la dernière relève et la date de clôture), font l'objet d'une estimation par segment de clients sur la base des dernières consommations unitaires connues et sont valorisées au dernier prix moyen unitaire connu. Les consommations ainsi que les prix moyens unitaires utilisés peuvent être ajustés, le cas échéant, par des coefficients de saisonnalité pour tenir compte notamment de facteurs climatiques ou d'événements sociétaux.</p> <p>Le chiffre d'affaires et la marge relative aux travaux facturables aux tiers sont comptabilisés à l'avancement des travaux. Les taux d'avancement sont déterminés par projet en rapportant les coûts cumulés engagés à la fin de l'exercice aux coûts estimés. Lorsque l'avancement des travaux est supérieur à l'avancement de la facturation, une facture à établir est constatée. Dans le cas inverse, lorsque l'avancement des travaux est inférieur à l'avancement de la facturation, un produit constaté d'avance est comptabilisé.</p>
<p>VII - EMPRUNTS OBLIGATAIRES DE L'AUTORITE DELEGANTE</p> <p>Méthode d'évaluation</p>	<p>Capital restant dû au titre des emprunts obligataires émis par Lydec pour le compte de l'autorité déléguante dans le cadre du financement de l'admission au régime de retraite du personnel statitaire. Ces emprunts sont portés dans la partie passif du domaine concédé (haut de bilan) en tant que droit de l'autorité déléguante.</p>
<p>VIII - DROITS A REVISION ECONOMIQUE</p>	<p>Les droits à révision économique sont comptabilisés après validation des montants par le Comité de Suivi et détermination de la date et des modalités de leur application (y compris l'effet rétroactif). Concernant les dossiers de révision 2011-2014 et 2018-2019, les parties au contrat de gestion déléguée ont acté le principe de traiter cette rétroactivité lors de la prochaine révision quinquennale.</p>

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

ETAT DES DEROGATIONS

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

INDICATION DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE ,LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- DEROGATIONS AUX PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX	Néant	
II- DEROGATIONS AUX PRINCIPES DES METHODES D'EVALUATION COMPTABLES FONDAMENTAUX		
III- DEROGATIONS AUX REGLES D'ETABLISSEMENT ET DE PRESENTATION DES ETATS DE SYNTHESE		

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Changements affectant les méthodes d'évaluation	Néant	
II- Changements affectant les modalités d'application		

DETAIL DES NON-VALEURS

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

COMPTE PRINCIPAL	INTITULE	MONTANT
21281000	Travaux de grosses réparations	-
21283000	Charges à répartir sur honoraires	449 957 526,10
21284000	Autres Charges à répartir	613 368,68
	TOTAL	450 570 894,78

Ce tableau retrace l'évolution de la rubrique durant l'exercice, en indiquant les soldes des comptes principaux constitutifs de "l'immobilisation en non valeurs "

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERES

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

Désignation	Montant brut début de l'exercice	Augmentation			Diminution			Montant brut fin d'exercice
		Acquisition	production par l'entreprise	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATIONS DOMAINE CONCEDE	27 934 960 148,54	1 704 740 374,97	-	941 320 437,93	556 943,00	-	941 320 437,93	29 639 143 580,51
Immobiliations gestion déléguée terminées	25 038 740 979,63	555 859 446,09		941 320 437,93	556 943,00			26 535 363 929,65
Immobiliations gestion déléguée en cours	2 896 219 168,91	1 148 880 928,88					941 320 437,93	3 103 779 659,86
IMMOBILISATIONS EN NON - VALEURS	425 082 224,52	25 488 670,26	-	-	-	-	-	450 570 894,78
Frais préliminaires	0,00	-						0,00
Autres Charges à répartir	613 368,68							613 368,68
Charges à répartir sur plusieurs exercices (Honoraires)	424 468 855,84	25 488 670,26						449 957 526,10
Primes de remboursement obligations	-	-						-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 549 962 182,73	350 763 932,59	-	553 713 659,81	591 030,28	-	553 713 659,81	9 940 145 085,04
Immobiliations en recherche et développement	548 346,61	-						548 346,61
Brevet , Marques , Droits et Valeurs similaires	110 508 230,93	7 451 439,94			24 087,28			117 933 583,59
Autres immobilisations incorporelles (Financement lydec)	9 438 907 605,19	383 312 462,65		553 713 659,81	556 943,00		553 713 659,81	9 821 863 154,64
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	635 117 129,52	17 038 789,16	-	-	5 113 087,49	-	-	647 042 811,19
Terrains	-	-						-
Constructions	1 149 165,41	-						1 149 165,41
Matériel et outillage	332 661 107,36	8 664 195,18			912 598,00			340 412 704,52
Matériel de transport	67 375 608,03	47 710,00	-					67 423 318,03
Matériel informatique	172 826 603,46	8 166 144,00			4 194 489,49			178 798 257,97
Matériel mobilier de bureau	46 700 294,22	160 720,00			-			48 861 014,22
Autres immobilisations corporelles	14 404 351,04				8 000,00			14 398 351,04

Ce tableau détaille les augmentations et les diminutions des immobilisations en cours d'exercice , par masse , rubrique et par type de mouvement

0

0

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

Nature	Cumul début exercice (1)	Dotation de l'exercice (2)	Amort sur immob sorties (3)	cumul d'amort fin exercice (4) = (1) + (2) + (3)
IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR	404 131 634,87	14 451 676,60		418 583 311,47
Charges à répartir sur plusieurs exercices				-
Charges à répartir sur Honoraires	404 131 634,87	14 451 676,60		418 583 311,47
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 604 337 301,45	630 978 613,42	375 232,20	6 234 940 682,67
Immobilisation en recherche et développement	548 346,61			548 346,61
Brevet, marques, droitset valeur similaires	95 795 948,96	6 199 210,72	24 087,28	101 971 072,40
Immobilisations financement LYDEC domaine délégué	5 507 993 005,88	624 779 402,70	351 144,92	6 132 421 263,66
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	562 500 203,28	25 501 706,28	5 106 972,22	582 894 937,34
Terrains				-
Constructions	1 045 816,55	15 899,83		1 061 716,38
Installations techniques, matériel et outillage	298 120 909,46	13 344 777,85	912 598,00	310 553 089,33
Matériel de transport	58 834 188,14	2 677 106,20		61 511 294,34
Mobilier, matériel de bureau	45 288 400,77	569 388,41		45 857 789,18
Matériel Informatique	144 836 787,29	8 864 284,00	4 188 374,22	149 512 697,07
Agencement , Installation et Aménagement	14 374 101,05	30 249,99	6 000,00	14 398 351,04
Total	6 570 969 139,60	670 931 996,30	5 482 204,42	7 236 418 931,48

TABLEAU DES PLUS OU MOINS VALUES DE CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

Date de cession ou de retrait	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus values	Moins values
2020	BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS	556 943,00	351 144,92	268 437,24	62 639,16	268 437,24	-
2020	BREVETS, MARQUES, DROITS ET VALEURS SIMILAIRES	2 727,28	2 727,28		239,22		239,22
2020	LOGICIELS	21 360,00	21 360,00		1 873,58		1 873,58
2020	MATERIEL	22 000,00	22 000,00		1 929,72		1 929,72
2020	INSTALLATIONS TECHNIQUES	890 598,00	890 598,00		48 077,63		48 077,63
2020	MATERIEL INFORMATIQUE	4 194 489,49	4 188 374,22	6 115,27	339 953,56		333 838,29
2020	AGENCEMENTS ET AMÉNAGEMENTS DES CONSTRUCTIONS	6 000,00	6 000,00		526,29		526,29
TOTAL		5 694 117,77	5 482 204,42	274 552,51	455 239,16	268 437,24	386 484,73

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social dhs	Participation au capital	Prix d'acquisition global	Valeur nette comptable	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits d'exploitation inscrits au C.P.C de l'exercice
						Date de clôture	Situation nette	Resultat net	

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

TABLEAU DES PROVISIONS

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

Nature	Montant début exercice	Dotations			Reprises			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	Non courantes	d'exploitation	financières	Non courantes	
1. Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé								
2. Provisions réglementées								
3. Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)								
4. Provision pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	428 732 865,87	565 428 432,50			412 988 717,77		581 174 580,60	
5. Autres Provisions pour risques et charges	53 909 601,46	18 254 450,89			1 254 910,54		70 909 141,81	
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	4 395 283,18						4 395 283,18	
SOUS TOTAL (B)	487 037 750,51	583 682 883,39			414 241 628,31		656 479 005,59	
TOTAL (A+B)	487 037 750,51	583 682 883,39			414 241 628,31		656 479 005,59	

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

TABLEAU DES CREANCES

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		PLUS D'UN AN	MOINS D'UN AN	ECHUES ET NON RECOUVREES	MONTANT EN DEVISES	MONTANT SUR ETAT ET ORGANISMES PUBLICS	MONTANT SUR LES ENTREPRISES LIEES	MONTANT REPRESENTES PAR EFFETS
DE L'ACTIF IMMOBILISE	1 706 286,84	1 706 286,84						
Prêts immobilisés	1 706 286,84	1 706 286,84						
DE L'ACTIF CIRCULANT	4 273 650 747,58	48 882 201,75	1 569 674 453,80	2 656 194 092,03	3 265 669,14	1 998 683 753,14	15 998 867,10	68 559 364,98
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	17 956 033,76	46 600,00	17 907 433,76					
Clients et comptes rattachés	3 288 772 840,55	6 969 415,40	1 179 892 100,29	2 099 911 324,86	3 265 669,14	1 124 266 244,81	15 998 867,10	68 559 364,98
Etat	237 323 304,79		236 299 265,37	1 024 039,42		237 323 304,79		
Comptes d'associés	-							
Autres débiteurs	558 421 799,31		11 327 595,77	547 094 203,54		637 094 203,54		
Personnel	54 261 622,47	39 629 035,65	6 468 082,41	6 164 524,21				
Comptes de régularisation-actif	116 915 146,68	235 150,50	116 679 996,18					

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

TABLEAU DES DETTES

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		PLUS D'UN AN	MOINS D'UN AN	ECHUES ET NON PAYEES	MONTANT EN DEVISES	MONTANT SUR ETAT ET ORGANISMES PUBLICS	MONTANT SUR LES ENTREPRISES LIEES	MONTANT REPRESENTES PAR EFFETS
DU FINANCEMENT	2 044 737 901,02	1 744 737 901,02	300 000 000,00					
Emprunts obligataires	900 000 000,00	720 000 000,00	180 000 000,00					
Autres dettes de financement	1 144 737 901,02	1 024 737 901,02	120 000 000,00					
DU PASSIF CIRCULANT	4 087 624 377,90	329 209 081,23	3 410 233 018,51	348 182 278,16	1 471 979,40	809 905 061,16	31 187 024,26	
Fournisseurs et comptes rattachés	2 532 152 013,01		2 183 969 734,85	348 182 278,16	1 471 979,40		31 187 024,26	
Clients créditeurs , avances et acomptes	246 187 837,92		246 187 837,92					
Personnel	49 077 576,34		49 077 576,34					
Organismes sociaux	622 282,96		622 282,96			622 282,96		
Etat	736 211 740,56		736 211 740,56			736 211 740,56		
Comptes d'associés	-		-					
Autres créanciers	113 057 698,06	7 157 503,08	105 900 194,98			73 071 037,64		
Comptes de régularisation-passif	410 315 229,05	322 051 578,15	88 263 650,90					

FOR IDENTIFICATION
 PURPOSES ONLY
 ERNST & YOUNG

TABLEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU RECUES

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	MONTANT COUVERT PAR LA SURETE	NATURE (1)	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET (2) (3)	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SURETE DONNEE A LA DATE DE CLOTURE
SURETES DONNEES	Néant				
SURETES RECUES					

(1) Gage-Hypothèque : 2- Nantissement : 3- Warrant : 4- Autres : 5- (à préciser)

(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) -Entreprises liées , associés , membre du personnel

(3) Préciser si la sûreté recue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (Sûreté reçues)

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNES HORS OPERATIONS DE CREDIT - BAIL

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

ENGAGEMENTS DONNES	MONTANT EXERCICE	MONTANT EXERCICE PRECEDENT
* Avals et cautions		
- Cautions bancaire au profit de l'Autorité Délégante	151 308 000,00	146 542 000,00
- Cautions bancaires au profit de l'Administration des Douanes	5 000 000,00	5 000 000,00
- Caution bancaire au profit des Eaux et Forêts	49 447,00	49 447,00
- Caution bancaire au profit GDF SUEZ Energie Service en garantie du loyer	262 500,00	262 500,00
- Caution bancaire divers	820 029,88	781 289,88
* Engagements en matière de pensions de retraite et obligations similaires		
- Engagements sociaux (couverture médicale et gratuité des services de l'entreprise au profit des retraités statutaires)	657 480 000,00	627 009 000,00
* Autres Engagements		
- Engagements contractuels d'investissements	2 402 146 962,48	2 447 291 167,48
TOTAL (1)	3 217 066 939,36	3 226 935 404,36

(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées

ENGAGEMENTS RECUS		
* Avals et cautions		
- Garanties reçues sur contrats	421 053 000,22	391 925 305,32
* Autres Engagements		
- Facilités de crédit non utilisées	1 505 000 000,00	1 655 000 000,00
TOTAL (2)	1 926 053 000,22	2 046 925 305,32

(2) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

TABLEAU DES BIENS EN CREDIT BAIL

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

N° du contrat	Durée du contrat			Juste valeur du bien (H.T)	Durée théorique d'amortisseme	Cumul des redevances des exercices précédents	Cumul des redevances de l'exercice	Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel en fin de contrat	Observations
	du	au	Durée contrat en mois					A moins d'un an	A plus d'un an	Durée contrat en mois		

Néant

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

DETAIL DES POSTES DU C P C (Produits)

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

POSTE		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	<u>PRODUIT D' EXPLOITATION</u>		
711	<u>Ventes de marchandises</u>		
	Ventes de marchandises au Maroc	6 099 069 453,96	6 334 281 297,66
	Ventes de marchandises à l'étranger		
	Reste du poste des ventes de marchandises		
	Total	6 099 069 453,96	6 334 281 297,66
712	<u>Ventes des biens et services produits</u>		
	Ventes travaux	198 608 320,59	298 031 695,35
	Recettes fonds de travaux	456 973 147,30	496 200 082,83
	Entretien et location branchements \ compteurs	135 048 432,91	133 244 930,13
	Coupures -Rebranchements	9 953 188,92	47 512 581,64
	Pose et dépose de compteurs	7 218 922,69	8 126 648,75
	Autres prestations	5 490 510,80	5 823 067,91
	Peines et soins	113 909 145,71	121 907 104,50
	Reste du poste des ventes et services produits	15 780 581,31	16 482 506,06
	Total	942 982 250,23	1 127 328 617,17
713	<u>Variation des stocks de produits</u>		
	Variation des stocks des biens produits		
	Variation des stocks des services produits		
	Variation des stocks des produits en cours		
	Total		
718	<u>Autres produits d'exploitation</u>		
	Jetons de présence reçus		
	Reste du poste (produit divers)		
	Total		
719	<u>Reprises d'exploitation:transferts des charges</u>		
	Reprises	414 241 628,31	398 958 513,33
	Transferts des charges	59 120 376,84	49 515 292,32
	Total	473 362 005,15	448 473 805,65
	<u>PRODUITS FINANCIERS</u>		
738	<u>Interets et autres produits financiers</u>		
	Interets et produits assimilés	2 283 245,39	4 229 244,17
	Revenus des créances rattachées à des participations		
	Produits nets sur cessions de titres et valeurs de placement	86 452,86	
	Reste du poste interêts et autres produits financiers		
	Total	2 369 698,25	4 229 244,17

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

DETAIL DES POSTES DU C P C (Charges)

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

POSTE		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	CHARGES D'EXPLOITATION		
611	Achat revendus de marchandises		
	Achat de marchandises	4 197 494 604,01	4 368 219 858,66
	Variation des stocks de marchandises		
	Total	4 197 494 604,01	4 368 219 858,66
612	Achat consommés de matière première		
	Achat de matières premières		
	Variation des stocks de matière première		
	Achat de matériel et fournitures consommables et d'emballages	152 870 370,67	180 630 606,33
	variation des stocks de matière, fournitures et emballage	-1 682 565,11	461 471,98
	Achat non stockés de matière et fourniture	131 347 383,45	119 621 207,66
	Achats de travaux ,études et prestations de services	744 924 671,11	843 268 454,62
	Total	1 027 459 860,12	1 143 981 740,59
613 614	Autres charges externes		
	Locations et charges locatives	36 566 108,06	35 786 811,53
	Redevances de crédit -bail		
	Entretiens et réparations	23 960 502,20	19 722 859,90
	Primes d'assurances	14 979 108,71	11 978 538,89
	Rémunérations du personnel extérieur a l'entreprise	21 169 442,44	23 978 505,91
	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	7 342 018,16	6 904 302,02
	Redevances diverses	149 935 493,56	158 253 886,52
	Documentation diverses	186 511,00	181 426,00
	Transports	232 596,00	85 258,70
	Reste du poste des Autres charges externes	33 310 472,46	39 734 119,94
	Total	287 682 252,59	296 625 709,41
617	Charges de personnel		
	Rémunération du personnel	559 237 601,38	578 915 809,27
	Charges sociales	198 591 711,59	205 112 306,51
	Reste du poste des autres charges de personnel	42 532 935,55	41 004 137,70
	Total	800 362 248,52	825 032 253,48
618	Autres charges d'exploitation		
	Jeton de présence	330 000,00	105 000,00
	Pertes sur créances irrécouvrables	9 054 631,09	15 514 451,93
	Reste du poste des autres charges d'exploitation		
	Total	9 384 631,09	15 619 451,93
	CHARGES FINANCIERES		
638	Autres charges financière		
	Charges nettes sur cessions de titres et valeurs de placement		
	Reste du poste des autres charges financières	10 536,97	12 056,93
	Total	10 536,97	12 056,93
	CHARGES NON COURANTES		
658	Autres charges non courantes		
	Pénalités sur marchés et dédits	11 006,00	
	Rappels d'impôts (Autres que l'IS)		302 024,00
	Pénalités et amendes fiscales		16 525 868,39
	Reste du poste des autres charges non courantes	33 925 846,23	
	Total	33 936 852,23	16 827 892,39

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

INTITULES	MONTANT	MONTANT
I RESULTAT NET COMPTABLE	- 43 387 223,43	
Bénéfice net	-	
Perte nette	- 43 387 223,43	
II REINTEGRATIONS FISCALES	571 425 240,95	
1 Courantes	475 757 141,91	
Dotation aux provisions pour dépréciation clients	397 884 687,00	
Redevance COS non déductible	51 768 122,55	
Surplus Amortissements non déductible sur LLD	925 483,59	
Cadeaux	130 429,99	
Ecart de conversion - Passif 2020	3 543,76	
Dons non déductibles	4 663 660,00	
Amortissements FFC non reçu	2 873 616,00	
Provision pour risque et charges	14 797 176,85	
Charges sur exercices antérieurs	2 710 422,18	
2 Non Courantes	95 668 099,04	
Autres charges non courantes	9 335 944,91	
Charges sur exercices antérieurs	6 939 351,79	
Pénalité et Amendes Fiscales	-	
Impôt sur les sociétés	79 392 802,34	
III DEDUCTIONS FISCALES		271 480 590,59
1- Courantes		271 480 590,59
Ecart de conversion - Passif 2019		4 633,66
Reprise amortissements excessifs		20 674 174,40
Reprise Dotation aux provisions pour dépréciation clients		250 801 782,53
2- Non courantes		-
TOTAL (T1 ; T2)	528 038 017,52	271 480 590,59
IV RESULTAT BRUT FISCAL		MONTANTS
Bénéfice brut si T1>T2 (A)		256 557 426,93
Déficit brut fiscal si T2>T1 (B)		
V REPORT DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		
VI RESULTAT NET FISCAL		256 557 426,93
Bénéfice net fiscal (A - C) ou déficit net fiscal (B)		
VII CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

DETERMINATION DU RESULTAT		MONTANT
Resultat courant d'après C.P.C	(+) -	14 817 596,56
Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+)	475 757 141,91
Déductions fiscales sur opérations courantes	(-)	271 480 590,59
Resultat courant théoriquement imposable	(=)	189 458 954,76
Impôt théorique sur resultat courant	(-)	58 592 275,98
Resultat courant après impôts	(=) -	73 409 872,54

**II INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES
DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES**

-
-
-
-
-
-
-

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

Nature	Solde début exercice	Opération de l'exercice	Déclaration TVA	Solde fin exercice
A.TVA FACTUREE	389 014 135,84	1 055 707 141,32	948 553 680,20	496 167 596,96
B. TVA RECUPERABLE	213 871 442,96	817 890 119,09	802 712 816,88	229 048 745,17
Sur charges	174 333 001,14	605 571 192,87	580 533 579,51	199 370 614,50
Sur immobilisations	39 538 441,82	212 318 926,22	222 179 237,37	29 678 130,67
T.V.A due ou crédit T.V.A (A-B)	175 142 692,88	237 817 022,23	145 840 863,32	267 118 851,79

I- Audit de la gestion déléguée 1997-2006, 2007-2011, 2012-2013, 2014-2015 et 2016-2017**1- Audit de la gestion déléguée 1997-2006**

Pour rappel, en date du 3 mai 2013, le comité de suivi a décidé la constitution d'une commission mixte aux fins de lui faire des propositions de résolution de ce dossier. Cette commission s'est réunie en juillet 2013 puis a repris ses travaux en mai 2014 afin d'examiner chacune des observations formulées de part et d'autre. En juillet 2014, à l'issue de 4 réunions, la DRSC a pris acte de l'évolution du dossier et demandé l'avis de tiers experts indépendants.

Suite à différents échanges et notamment une réunion tenue le 29 décembre 2014, sous la présidence du Wali et en présence du président de l'Autorité déléguée et de Lydec, un protocole d'accord a été signé et stipule notamment que les redressements relatifs à l'assistance technique, aux rendements et à la question spécifique de la retraite (créance de 403 MDhs) sont devenus sans objet. Ce protocole invitait la commission mixte à s'adjoindre les services d'un expert indépendant pour statuer sur les autres points au plus tard fin avril 2015.

L'Autorité Déléguée et Lydec ont lancé le 02/03/2015 une consultation restreinte qui a abouti au choix du cabinet SNC Lavalin pour le volet comptable du dossier et le cabinet Baker & McKenzie pour le volet juridique.

Les rapports définitifs de l'expertise ont été remis en juillet 2015. Les conclusions confirment globalement les positions de Lydec.

Suite à cette expertise, la commission mixte a repris ses travaux en octobre et novembre 2015 et rendu compte de l'avancement du dossier au comité de suivi de la Gestion Déléguée réuni le 21 janvier 2016. Ce dernier a pris acte de l'avancement du dossier et demandé à la commission mixte de poursuivre et conclure ses travaux.

La commission mixte a repris ses travaux en janvier 2017 suite aux recommandations du Comité de Suivi du 29 décembre 2016 d'accélérer le processus de révision du Contrat de Gestion Déléguée. Les parties ont passé en revue le dossier de l'audit 1997-2006 (contexte, historique avec ses différentes étapes, position du SPC/AD arrêtée sur la base des conclusions de l'expertise indépendante).

Lors du Comité de Pilotage tenu le 15 décembre, il a été proposé de solder définitivement l'audit 1997-2006 dans le cadre d'une transaction globale à travers un engagement d'investissements du délégataire en plus de ses engagements contractuels. Ce Comité n'a pas validé cette proposition du fait d'un désaccord sur la modalité de mise en œuvre permettant de clôturer définitivement ce dossier et a renvoyé vers le prochain Comité de pilotage de la révision.

Le comité de pilotage du 27 avril 2018 a décidé de clôturer le dossier relatif à l'audit 1997-2006 (voir point 3 ci-dessous).

2- Audits de la gestion déléguée 2007-2011, 2012-2013 et 2014-2015

Les dossiers des audits de la gestion déléguée des périodes 2007-2011, 2012-2013 et 2014-2015 sont examinés dans le cadre des travaux de la révision contractuelle par la commission mixte en charge du bilan du passé. Cette commission a notamment convenu d'arrêter une situation « bilancielle » du Fonds de Travaux à fin 2015 sur la base de laquelle les redressements seraient analysés. A date, suites à ces échanges, le 17 septembre le SPC a transmis une nouvelle position du SPC / Autorité Déléguée sur les conclusions des audits 2007-2015. Cette position prend en compte l'abandon de certains redressements. Lydec a répondu à la position définitive en renvoyant un dossier complet de réponse sur les points soulevés dans la position définitive du SPC.

Lors du Comité de Pilotage tenu le 15 décembre, il a été proposé de solder définitivement l'audit 2007-2015 dans le cadre d'une transaction globale à travers un engagement d'investissements du délégataire en plus de ses engagements contractuels. Ce Comité n'a pas validé cette proposition du fait d'un désaccord sur la modalité de mise en œuvre permettant de clôturer définitivement ce dossier et a renvoyé vers le prochain Comité de pilotage de la révision.

Le comité de pilotage du 27 avril 2018 a décidé de clôturer le dossier relatif aux audits du Contrat de Gestion Déléguée (CGD) réalisés sur les périodes 2007-2011, 2012-2013 et 2014-2015 (voir point 3 ci-dessous).

3- Clôture des dossiers relatifs aux audits du CGD réalisés sur les périodes 1997-2006, 2007-2011, 2012-2013 et 2014-2015

Le comité de pilotage du 27 avril 2018 a adopté les solutions proposées lors de la Commission Technique Principale (CTP) du 20 avril 2018 afin de clôturer le dossier relatif aux audits du CGD réalisés sur les périodes 1997-2006, 2007-2011, 2012-2013, et 2014-2015 à savoir :

- verser avant le 31/12/2017, au compte du FDT, un montant de 35 MDH;
- réaliser par Lydec en 2018, une enveloppe d'investissement au-delà de ses engagements contractuels, d'un montant de 42 MDH net (Hors, FG&FF);
- réserver par Lydec, au-delà de ses engagements contractuels, une enveloppe de 111,27 MDH net (hors FF&FG) au projet d'assainissement pluvial de Hay Sadri. Ce projet a été réalisé en 2020.

4- Audit de la gestion déléguée 2016-2017

Les audits de la gestion déléguée aux périodes 2016-2017 ont démarré en mai 2018 dans le cadre des travaux de la révision contractuelle. En date du 28 février 2019, un comité de pilotage a été tenu et a validé les propositions de la commission mixte SPC/Lydec présentées lors du comité de pilotage du 18 décembre 2018 à savoir :

- solder ce dossier dans le cadre du bilan des passifs pour un montant de 6,6 MDhs.

II- Audit de valorisation des investissements 2007-2015 et 2016-2017**1- Audit de valorisation des investissements 2007-2015**

Pour rappel, Lydec avait reçu le rapport provisoire de valorisation des investissements (partie métiers) le 30 juin 2016 avec des redressements/demandes d'explication auquel Lydec avait répondu en septembre 2016 en rejetant l'essentiel des redressements et en apportant les compléments d'information / clarifications nécessaires.

Le 30 janvier 2017, Lydec a reçu le rapport définitif relatif à la valorisation des investissements (partie métiers). Lydec a répondu en date du 14 avril 2017 en confirmant sa position initiale et en rejetant l'essentiel des redressements. La dernière position du SPC/AD a été transmise en date du 10 novembre 2017, à laquelle Lydec a répondu en date du 17 novembre 2017.

Le 11 avril 2017, Lydec a reçu le rapport définitif sur la valorisation des moyens communs. Une réponse complète a été faite par Lydec le 17 mai 2017.

Lydec a également transmis l'ensemble des éléments demandés pour la mission de valorisation des investissements de l'échantillon complémentaire, pour laquelle le rapport était attendu début 2018. D'un commun accord entre les parties, l'analyse de l'échantillon complémentaire viendra en lieu et place de l'extrapolation qui était initialement proposée pour couvrir l'ensemble des investissements de la période 2007-2015.

En date du 20 novembre 2017, le SPC/AD a également transmis un rapport provisoire sur les prestations effectuées par les sociétés apparentées. Ce rapport incluait des demandes d'informations complémentaires qui ont depuis été transmises. Le rapport définitif de cette mission était attendu début 2018.

Le comité de pilotage du 27 avril 2018 a adopté les solutions proposées lors de la CTP du 20 avril 2018 afin de clôturer le dossier relatif à la valorisation des investissements sur la période 2007/2015 à savoir: 126,7 MDH à régulariser par Lydec à travers le bilan des passifs, 24,5 MDH considérés comme déjà traités et régularisés et 25,4 MDH concernant les dossiers " à suivre " qui feront l'objet d'un protocole spécifique qui arrêtera les modalités de leur suivi.

2- Audit de valorisation des investissements 2006-2017

L'audit de valorisation des investissements 2016-2017 a démarré en mai 2018 dans le cadre des travaux de la révision contractuelle. En date du 28 février 2019, un comité de pilotage a été tenu et a validé les propositions de la commission mixte SPC/Lydec présentées lors du comité de pilotage du 18 décembre 2018 à savoir:

- régulariser par Lydec dans le cadre du bilan des passifs un montant de 14,1 Mds.

III- Dossier de la retraite-Partie antérieure au 30/09/2003

Pour rappel, en date du 27 avril 2018, le comité de pilotage invite la CTP à finaliser la vérification des montants réclamés par les parties, Lydec et SPC/AD, relatifs au dossier de la retraite datant de la période antérieure à 2003:

1. pensions versées par Lydec en lieu et place de la CCR;
2. cotisations collectées;
3. participation de Lydec au ticket d'entrées RCAR.

En date du 28 février 2019, un comité de pilotage a été tenu et a validé les propositions de la commission mixte SPC/Lydec présentées lors du comité de pilotage du 18 décembre 2018 à savoir :

- porter au profit de l'AD dans le cadre du bilan des passifs un montant de 74,8 Mdh.

IV- Audit des comptes de la gestion déléguée 2012-2020

Lydec a reçu en date 24 juin 2020 un courrier du SPC notifiant le lancement de l'audit des comptes de la gestion déléguée pour la période 2012-2020. Une réunion de démarrage de la mission a été organisée le 04 novembre 2020 entre Lydec, SPC et le cabinet

mandaté pour cette mission.

- Mission A: Audit des comptes de délégataires pour les exercices 2012 à 2017;
- Mission B: Audit des comptes de la Gestion Déléguée (comptes du Délégué et de l'Autorité Déléguée) pour les exercices 2018 et 2019;
- Mission C: Audit des comptes de la Gestion Déléguée (comptes du Délégué et de l'Autorité Déléguée) pour l'exercice 2020.

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

ETAT DE REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Nom, prénom ou raison sociale des principaux associés (1)	Adresse (2)	Montant du capital : 800 000 000,00		EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020			
		Nombre de titres		Valeur nominale de chaque action ou part sociale (5)	MONTANT DU CAPITAL		
		Exercice précédent (3)	Exercice actuel (4)		Souscrit (6)	Appelé (7)	Libéré (8)
SUEZ	1, Rue d'Astorg 75379 PARIS CEDEX 08 France	4 080 000	4 080 000	100,00	408 000 000,00	408 000 000,00	408 000 000,00
FIPAR HOLDING	Immeuble CDG, Place Moulay El HASSAN Rabat	1 279 499	1 279 499	100,00	127 949 900,00	127 949 900,00	127 949 900,00
RMA	83, Avenue de l'armée Royale Casablanca	1 291 583	1 291 573	100,00	129 157 300,00	129 157 300,00	129 157 300,00
Flottant		1 348 918	1 348 928	100,00	134 892 800,00	134 892 800,00	134 892 800,00
TOTAL		8 000 000	8 000 000	Total	800 000 000,00	800 000 000,00	800 000 000,00

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

TABLEAU D'AFFECTATION DES RESULTAT INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

A ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER	MONTANT	B AFFECTATION DES RESULTATS	MONTANT
(Décision de l'AGO du 13 juin 2019)			
Report à nouveau	759 948 763,81	Réserve légale	
Resultat nets en instance d'affectation		Autres réserves	168 626 872,34
Resultat net de l'exercice	168 626 872,34	Tantième	
Prélèvements sur les réserves		Dividendes	-
Autres prélèvements		Autres affectations	
		Report à nouveau	759 948 763,81
TOTAL (A)	928 575 636,15	TOTAL (B)	928 575 636,15

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES
DE L'ENTREPRISE AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

NATURE DES INDICATIONS	EXERCICE N-2	EXERCICE N-1	EXERCICE N
* SITUATION NETTE DE L'ENTREPRISE			
- Capitaux propres (+) Capitaux propres assimilés(-) Immobilisations en non valeurs	1 826 474 807,90	1 794 480 164,84	1 739 151 975,75
* OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1. Chiffre d'affaires hors taxes	7 241 584 092,32	7 461 609 914,83	7 042 051 704,19
2. Résultat avant impôts	334 443 330,48	284 151 276,99	36 005 578,91
3. Impôts sur les résultats	130 155 059,65	115 524 404,65	79 392 802,34
4. Bénéfices distribués	196 000 000,00	196 000 000,00	-
5. Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	204 288 270,83	168 626 872,34	-
* RESULTAT PAR TITRE			
(Pour les sociétés par actions et S.A.R.L)			
Résultat net par action ou part sociale	25,54	21,08	-
Bénéfice distribués par action ou part sociale	24,50	24,50	-
* PERSONNEL			
Montant des salaires bruts de l'exercice	832 339 262,09	825 032 253,48	800 362 248,52
Effectif des salariés employés à la fin de l'exercice	3 325	3 284	3 160

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

TABLEAU DES OPERATIONS EN DEVICES COMPTABILISEES PENDANT L'EXERCICE

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

Nature	Entrée Contre-valeur en DH	Sortie Contre-valeur en DH
Financement permanent		
Immobilisations brutes	235 780,23	
Rentrées sur immobilisations		
Remboursement des dettes de financement		
Produits	102 090,65	
Charges		10 113 373,37
Total des entrées	337 870,88	
Total des sorties		10 113 373,37
Balance devises	9 775 502,49	
TOTAL =	10 113 373,37	10 113 373,37

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURSI- DATATION

EXERCICE DU : 01/01/2020 au : 31/12/2020

Date de clôture (1)	31 décembre 2020
Date d'établissement des états de synthèse (2)	24 février 2021
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse,	

I- Evénements nés postérieurement à la clôture de l'exercice non rattachables à cet exercice avant la 1 ère communication externe des états de synthèse,

DATES	Indication des événements

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

Etat du Fonds de Travaux

31 décembre 2020

Solde du compte Fonds de Travaux au 31 décembre 2020 :

	31/12/2019	31/12/2020
Solde du compte Fonds de Travaux :	123 303 957,98	13 133 319,00

Fonctionnement du compte Fonds de Travaux

Lydec gère le compte Fonds de Travaux pour le compte et sous le contrôle de l'Autorité Délégante, sans impact sur le résultat, situation nette et patrimoine du délégataire. Les ressources de ce compte sont constituées des frais de raccordement aux réseaux et contribuent au financement des infrastructures pour répondre aux enjeux majeurs de développement du Grand Casablanca. L'ensemble des ouvrages financés par le Fonds de Travaux sont propriété de l'Autorité Délégante. Les modalités de fonctionnement du compte Fonds de Travaux sont définies dans l'annexe 11-3 du contrat de gestion déléguée. Cette annexe précise notamment la nature des opérations au crédit et au débit de ce compte.

Situation du Fonds de Travaux vis-à-vis de l'Administration Fiscale

- Par courrier en date du 30 juin 2014, l'Administration Fiscale demande la fiscalisation des ressources de ce Fonds et le dépôt de déclarations d'impôt sur les sociétés et de TVA séparées, estimées par celle-ci respectivement à 488 Mdhs et 325 Mdhs sur la période 2009-2012. Lydec et l'Autorité délégante, en coordination étroite avec l'Autorité de tutelle, la Direction des Régies et des Services Concédés du Ministère de l'Intérieur, ont fait valoir auprès de l'Administration Fiscale et au regard des spécificités du Fonds de Travaux le caractère non-assujettissable du Fonds de Travaux à cette imposition.
- En date du 8 août 2014, après avoir consulté toutes les parties prenantes au contrat de gestion déléguée, Lydec a adressé une lettre de réponse à la Direction Régionale des impôts dans laquelle elle apporte les arguments à l'appui de cette analyse.
- Une réunion a été tenue avec la DRI sur le sujet en date du 04 novembre 2014. A la suite de cette réunion, une dernière note reprenant et complétant les arguments développés à l'appui de la position de la Lydec et de l'Autorité Délégante a été adressée à la DRI.
- Les échanges sont encours entre l'Administration Fiscale et les parties prenantes au contrat de gestion déléguée.

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG